



# La recherche en péril

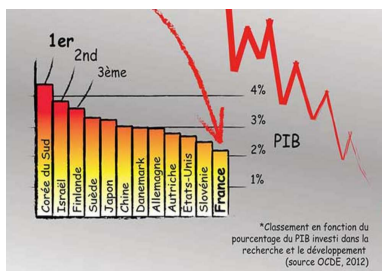
Marche pour la science de Nantes à Angers le 8 octobre 2014  
 Manifestation nationale le 17 octobre

Pour répondre aux besoins des populations en santé, communication, transports, alimentation, culture, éducation, etc. le pays a besoin de développer son économie et son industrie. Cela passe par une recherche -aussi bien publique que privée- dynamique qui prépare les innovations de demain.

Or, le gouvernement fait le choix de l'austérité et fait supporter par la grande majorité de la population du pays ses largesses au patronat: 200 milliards c'est la somme vertigineuse des multiples aides et exonérations sociales et fiscales dont bénéficient chaque année les entreprises françaises de la part de l'État et des collectivités locales. Contrairement à ce qu'ont affirmé les gouvernements précédent et actuel, le financement de la recherche en France ne cesse de baisser

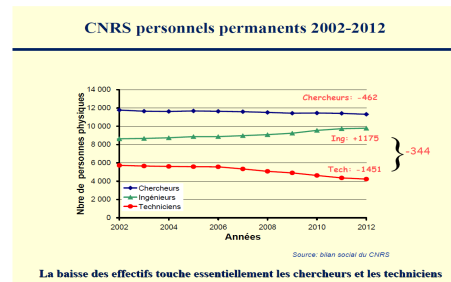
Selon l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), la dépense intérieure en Recherche et Développement de la France représente, en 2011, 2,24% du PIB: on est loin de l'objectif des 3% prôné par l'Europe et affiché par la France.

Cet effort n'est pas relayé par les dépenses des entreprises puisque leur dépense intérieure en recherche et développement est passée de la 13<sup>e</sup> place en 2006 à la 15<sup>ème</sup> en 2011. Dans le même temps, le Crédit Impôt Recherche (CIR) récupéré par les entreprises est passé de 980 millions à 5,1 milliards d'€ (6 milliards en 2014!) sans pour autant avoir un effet d'entraînement sur la recherche privée.



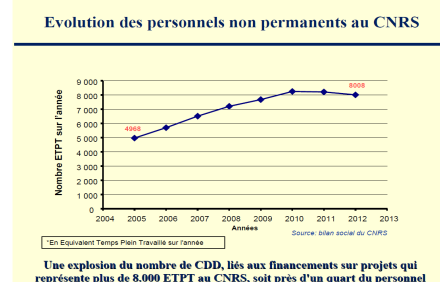
La faiblesse de l'investissement dans ce domaine se traduit directement dans l'emploi scientifique. Pour la première fois en France, depuis 2009, il y a eu davantage d'emplois détruits, dans les activités de recherche et développement (R&D) que d'emplois créés. Les recrutements dans le secteur de la recherche publique sont en diminution constante depuis une dizaine d'années

et les organismes de recherche (CNRS, INSERM, INRA, INRIA, IRD...) pourraient bientôt ne plus recruter. Le phénomène touche les universités aussi bien que les organismes de recherche.



La baisse des effectifs touche essentiellement les chercheurs et les techniciens

Le choix des gouvernements est de privilégier les emplois à durée déterminée et ce dans toutes les catégories de personnels: chercheurs, ingénieurs, techniciens, administratifs. En France, près de 50 000 contractuels occupent des emplois pérennes dans l'enseignement supérieur et la recherche publique.



Une explosion du nombre de CDD, liés aux financements sur projets qui représente plus de 8.000 ETPT au CNRS, soit près d'un quart du personnel

Le faible niveau de rémunération et du déroulement de carrière des personnels de recherche représente également un paramètre majeur de la crise des vocations scientifiques.

Catégorie A	% du SMIC
<i>Assistant ingénieur (Bac+2)</i>	
Début de carrière	1,4
Fin de carrière	2,2
<i>Ingénieur d'Etudes (Bac+5)</i>	
Début de carrière	1,6
Fin de carrière	3,1
<b>Catégorie A+ (doctorat Bac +8)</b>	
<i>Ingénieur de Recherche</i>	
Début de carrière	1,9
Fin de carrière	4,0
<i>Chargé de Recherche</i>	
Début de carrière	1,7
Fin de carrière	3,0
<i>Directeur de Recherche</i>	
Début de carrière	2,5
Fin de carrière	4,8

### Des emplois stables pour développer la recherche.

Les conséquences du manque d'attractivité des métiers de la recherche se font déjà sentir à travers une crise de la vocation scientifique des nouvelles générations. Si les jeunes se détournent de ces apprentissages et de ces carrières, c'est l'ensemble du système français de recherche qu'on aura mis à mal, et avec lui, les perspectives d'innovation, d'emploi et aussi d'influence de notre pays dans le moyen terme. Il faut 5 à 10 ans après le BAC pour former les ingénieurs et chercheurs, les carences d'aujourd'hui se répercuteront pendant de nombreuses années.

### Nous agissons pour:

◆ Des créations de postes pour répondre aux besoins du développement scientifique y compris en titularisant tous les non titulaires travaillant sur des fonctions permanentes.

◆ Le renforcement des moyens récurrents des laboratoires à la place du système par appels d'offres.

◆ Le développement de l'emploi et l'investissement dans la recherche des entreprises.

◆ La suppression du Crédit Impôt Recherche qui n'est qu'une aubaine fiscale.

### Quelques chiffres (2012):

33 866 étudiants inscrits à l'Université de Nantes (+0,6% en dix ans)

Inscrits sur l'ensemble des filières en doctorat: 1 229 (-8,7% depuis 2004).

Les bacheliers et étudiants originaires de la région poursuivent moins souvent et moins longtemps leurs études que les étudiants des autres régions. Ils privilégient les filières technologiques et professionnelles de niveau bac + 2.

#### Personnels salariés de l'université de Nantes:

Titulaires: 2 710

Contractuels: 1 280

Intervenants extérieurs (vacataires): 3660

#### Personnels salariés des organismes publics de recherche à Nantes (CNRS, Inserm,...):

Titulaires: 500

Contractuels: Plus de 250

#### Région Pays de la Loire:

2<sup>ème</sup> région industrielle française (hors Île de France).

Mais, 16<sup>ème</sup> région dépense intérieure recherche et développement (publics et entreprises) soit 1,1% du PIB régional (2,2% France).

Et, pourtant, 5<sup>ème</sup> région pour l'obtention du Crédit impôt recherche. (~318 millions d'euros en 2011!).

Sources: bilan social de l'Université de Nantes ; ORES Pays de la Loire